

M E N T I O N

Dénomination / Raison sociale de la Société : Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
Luxembourg

Siège social : 1 place de Metz L-2954 Luxembourg

Numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés : B30775

Les comptes annuels au 31 décembre 2009
ont été enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes annuels audités 2009

TABLE DES MATIERES

PAGES

DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS	4
RAPPORT DE GESTION	6
RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES	18
COMPTES ANNUELS AUDITES.....	21
Bilan au 31 décembre 2009	22
Compte de résultat au 31 décembre 2009	24
Etat du résultat global au 31 décembre 2009	25
Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2009	26
Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2009	27
NOTES AUX COMPTES ANNUELS	30
1 INFORMATION GENERALE	31
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS	31
2.1 Respect des principes généraux IFRS	31
2.2 Transactions en monnaies étrangères	33
2.3 Opérations bancaires.....	34
2.4 Tableau des flux de trésorerie.....	37
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN	39
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	39
3.2 Les instruments financiers	39
3.3 Immobilisations corporelles.....	47
3.4 Immobilisations incorporelles	48
3.5 Les contrats de location	48
3.6 Avantages au personnel	49
3.7 Provisions	51
3.8 Impôts différés	52
4 NOTES AU BILAN.....	53
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	53
4.2 Instruments financiers.....	53
4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	56
4.4 Titres détenus jusqu'à échéance	56
4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession	57
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	57
4.7 Instruments dérivés	57
4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit	59
4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle	59

4.10	Immobilisations corporelles à usage propre	61
4.11	Immobilisations incorporelles	62
4.12	Immobilisations corporelles de placement.....	63
4.13	Autres actifs	64
4.14	Impôts : Actifs et passifs d'impôts	64
4.15	Emissions de titres	66
4.16	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit	67
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public.....	68
4.18	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies.....	68
4.19	Provisions	70
4.20	Autres passifs.....	71
4.21	Transactions avec les parties liées	71
4.22	Honoraires du réviseur d'entreprises	72
4.23	Eléments de hors bilan.....	73
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT.....	74
5.1	Résultat d'intérêts	74
5.2	Revenus de valeurs mobilières	74
5.3	Commissions	75
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	75
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction.....	75
5.6	Résultat net sur opérations de couverture	76
5.7	Autres résultats nets d'exploitation.....	76
5.8	Frais de personnel	76
5.9	Autres frais généraux administratifs	77
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles.....	77
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles.....	77
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement.....	78
5.13	Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs	78
5.14	Dotations aux provisions	79
5.15	Charge d'impôt.....	79
6	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	80
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers.....	80
6.2	Exposition aux risques de crédit	84
6.3	Risque de marché.....	94
6.4	Risque de liquidité	102
6.5	Le capital économique	104

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

**DECLARATION SUR LA CONFORMITE
DES ETATS FINANCIERS
31 décembre 2009**

Luxembourg, le 17 mars 2010

Concerne : **Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la « Loi Transparence »**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes annuels au 31 décembre 2009 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Pour le Comité de direction

Michel Birel
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DE GESTION
31 décembre 2009

C. RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

La plupart des principales économies mondiales ont renoué fin 2009 avec la croissance. Ce développement, tiré par des interventions publiques sur les marchés financiers, des politiques monétaires particulièrement accommodantes et des déficits budgétaires très importants, reste cependant très faible et fragile.

Les séquelles de la récession telles que le chômage, les déficits publics et les faillites d'entreprises resteront encore visibles pendant de longues années.

L'économie luxembourgeoise n'a évidemment pas pu se soustraire aux conséquences de la crise internationale comme en témoignent les pertes d'emploi dans beaucoup d'entreprises et le recours prononcé aux mesures mises en place par le Gouvernement dans le domaine du chômage partiel.

Les activités de la place financière n'ont que légèrement progressé dans cet environnement économique incertain. La hausse des marchés financiers au second semestre a néanmoins augmenté la valeur des titres détenus par les banques. Ainsi, les autres revenus nets, qui comprennent les variations de valeur des titres du portefeuille de négociation, ont enregistré une forte hausse. En revanche, la marge d'intérêts de la Place a été pénalisée à partir du quatrième trimestre en raison de conditions de transformations d'échéances moins favorables et de la baisse de la somme des bilans sur un an.

Dans ce contexte financier particulier, la BCEE affiche un résultat net en progression de 14,2% à 167,7 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités classiques de la Banque. Le résultat sur marge d'intérêts a progressé de 4,1% en raison d'une situation de liquidité confortable et les commissions ont augmenté de 3,4% en raison du bon développement des activités bancaires classiques avec la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

L'ensemble des coûts, qui englobent les frais généraux et les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, furent maîtrisés et leur progression fut limitée à 2,9%.

Le plan d'investissement dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été maintenu à un niveau élevé tout au long de l'exercice 2009.

Sur le plan commercial, la BCEE a débuté en 2009 un projet de grande envergure sur la refonte de ses applications informatiques en matière de gestion des opérations sur titres de la clientèle. Ce projet, dont la durée est planifiée sur deux ans, permettra à la Banque de proposer à ses clients une qualité de services correspondant aux standards les plus élevés du marché.

La Banque a opté pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la

provision "AGDL" (Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE.

Consolidation du segment "Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public"

Particuliers et Professionnels

Il s'agit de la clientèle traditionnelle de la BCEE dont le développement est particulièrement encourageant. Ainsi, des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec cette clientèle ont été réalisés.

Tout d'abord, la Banque a finalisé la restructuration de son réseau des agences qui compte désormais 14 Centres Financiers à travers l'ensemble du pays. Ensuite, une nouvelle version S-net a été lancée permettant, entre autres, de faire une simulation et une demande de prêt personnel via S-net. La BCEE compte désormais plus de 132.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg. Enfin, la Banque a continué à promouvoir la gamme des "EcoPrêts" visant à sensibiliser la clientèle à l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Dans ce contexte, la Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 8,3%.

La collecte de l'épargne a continué à progresser fortement. En effet, les conditions difficiles sur les marchés financiers incitent les clients à rechercher la sécurité. Les encours sur comptes à terme ont en revanche fortement diminué en raison du manque d'attractivité du produit suite à la diminution des taux sur les marchés monétaires.

La Banque a par ailleurs émis plusieurs produits structurés à capital garanti et a continué à élargir son offre de fonds d'investissements par le lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUXBOND à l'attention de la clientèle ayant un profil de risque conservateur.

Entreprises et Secteur Public

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes ont permis d'enregistrer de fortes progressions des encours de financements.

La Banque a mis en place des équipes de conseillers PME au sein de chaque Centre Financier et a organisé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de responsabilité sociale de l'entreprise.

Forte progression des revenus du segment “Banque des Marchés et des Fonds d’Investissements”

Banque des Marchés

L’activité a fortement bénéficié de conditions de transformation d’échéances favorables en 2009 même si cette situation n’a pas perduré au second semestre en raison de la stabilisation de la courbe des taux.

Par ailleurs, le coût du risque a pu être sensiblement réduit par rapport à l’année dernière qui avait été caractérisée par des défauts d’institutions financières majeures.

Administration et Gestion de Fonds d’Investissements

Les revenus du métier n’ont plus été pénalisés par les dépréciations d’actifs financiers comme cela avait été le cas en 2008. Néanmoins, les commissions sur transactions de titres sont en repli en raison des mauvaises performances boursières en début d’exercice qui ont découragé les opérations en bourse générant des commissions de courtage.

Politique de gestion des risques

Après avoir reçu l’agrément de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), la Banque applique depuis le 1^{er} janvier 2008 la méthode des notations internes (approche de base) pour le calcul du ratio de solvabilité Mc Donough. Tout comme les années passées, l’amélioration des méthodes de gestion des risques de crédit est restée au centre des préoccupations de la Banque. L’année 2009 a été marquée par ailleurs par les travaux découlant des exigences réglementaires formulées par les circulaires

- CSSF 07/301 "Mise en œuvre du processus interne d’évaluation de l’adéquation des fonds propres internes (ICAAP)". Dans ce contexte la Banque a formalisé sa politique des fonds propres, qui vise notamment à assurer à tout moment un ratio d’adéquation des fonds propres Tier 1 de 12%.
- CSSF 09/403 "Saine gestion du risque de liquidité": les stress-tests prévus dans la circulaire ont montré que la Banque se trouve dans une situation de liquidité confortable et qu’elle est capable de faire face sans problèmes majeurs à une situation éventuelle de retraits massifs de la part des clients.

De manière générale, la politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est axée autour des principes suivants :

- Assurer la maîtrise des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Maintenir un équilibre adéquat des différents portefeuilles d’activités;
- Assurer la pérennité de la Banque.

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises dans différents comités de crédit, hiérarchisés, en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est alors couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La majorité des contreparties dans le portefeuille international sont constituées d'établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

En ce qui concerne les engagements internationaux sur des entités non financières, la priorité absolue est accordée aux contreparties classées au minimum "Investment Grade" dans des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA-. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA ("International Swaps and Derivatives Association Inc.") qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA ("Credit Support Annex") des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2009, environ 90% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation ("trading").

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM ("Asset Liability Management"), qui d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Départements.

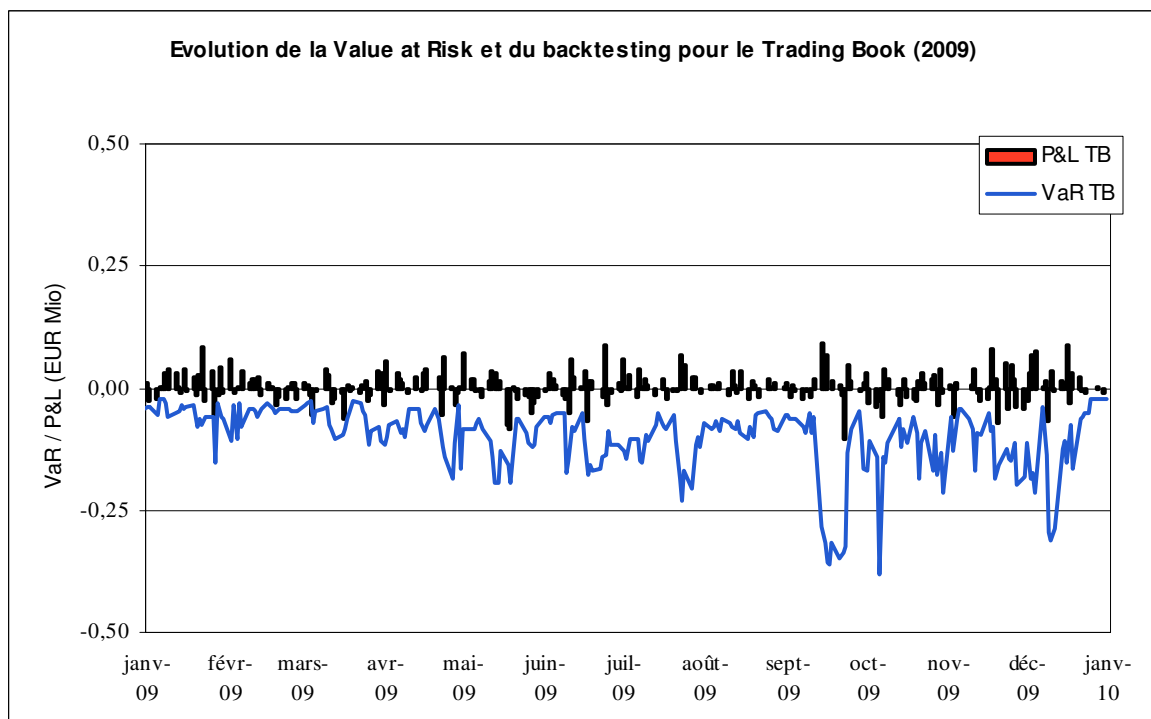
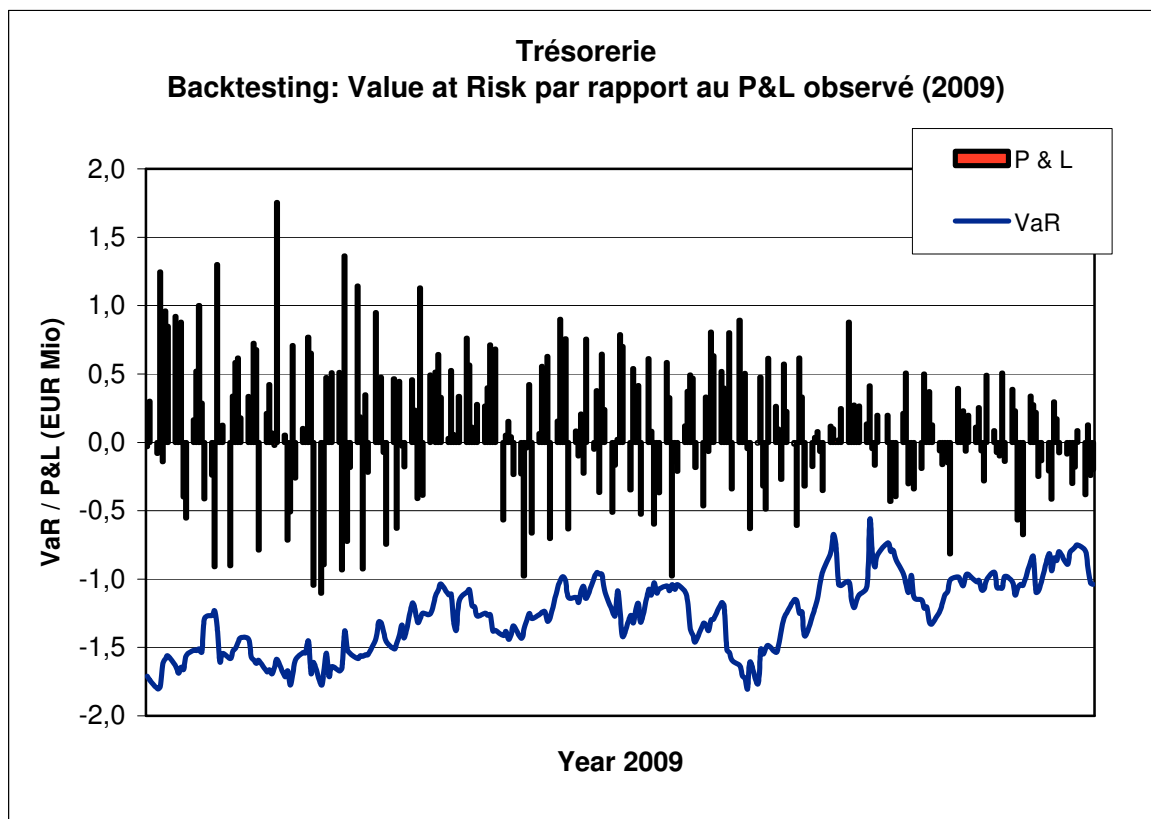
Toutes les autres composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du "trading" en instruments du bilan et du hors bilan, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système "front-office" et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant l'indicateur linéaire "Value at Risk" (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de "trading" et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché ("trading", trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2009 à un total de 259 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un "back-testing" pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le premier graphique montre l'évolution de la VaR et du "back-testing" pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2009. En moyenne, la VaR était de 1,26 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de "trading", la VaR était de 101.000 euros en moyenne au courant de 2009.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2009, nous n'avons observé aucun dépassement de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou "Net Present Value") des positions. Les

rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore "Basis Point Value" (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres "stop-loss".

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La BCEE s'est engagée au courant de l'année 2009 dans différents projets suivant les recommandations du CEBS¹ dans le contexte des renforcements réglementaires en matière de supervision du risque de liquidité, en particulier la circulaire CSSF 09/403.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. La Banque a réalisé en 2009 le stress-test exigé par la circulaire CSSF 09/403, qui a montré que la Banque serait capable, du fait des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale du Luxembourg et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit "intraday" et "overnight" auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence un portefeuille d'un minimum de 4 milliards d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. Dans les faits le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL et/ou mobilisable dans le marché interbancaire a dépassé en permanence le volume de 10 milliards d'euro.

La Banque est par ailleurs devenue membre en 2009 du système de règlement des transactions de change CLS². La participation à ce système élimine pratiquement le risque de contrepartie ("settlement risk") lié aux opérations de change par le principe du "Payment-versus-Payment" et elle réduit le risque de liquidité de la Banque du fait de l'application d'un netting entre transactions, ce qui réduit considérablement les volumes transférés pour les transactions en question.

¹ CEBS: Committee of European Banking Supervisors

² Continuous-Linked Settlement

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadéquates ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Le service "Compliance" veille au respect de toute réglementation en vigueur par la mise en place de procédures, la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

En 2009, une campagne de formation de grande envergure en matière de lutte contre le blanchiment d'argent fut organisée et complétée par des rencontres sur le terrain avec les responsables concernés.

Le service "Organisation" est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le "change management" et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans "Disaster Recovery Plan" (DRP) et "Business Continuity Plan" (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque en cas de sinistre majeur.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité dédiés pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque dispose de polices d'assurance pour se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE-Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture dans les comptes

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont

les "Interest rate swaps" (IRS) et les "Cross currency interest rate swaps" (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard "Plain Vanilla". Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés ("Embedded derivatives") par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée ;
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les opérations de couverture effectuées par la Banque sont hautement efficaces.

Forte progression de la rentabilité dans un environnement économique encore incertain

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2009 sont en forte progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2008.

Le produit bancaire a enregistré une croissance de 5,6% pour se situer à 562,0 millions d'euros fin 2009.

La marge nette d'intérêt est en progression de 4,1% grâce à l'accroissement du volume des crédits et des dépôts de la clientèle non bancaire et aux conditions de transformations d'échéances favorables sur les opérations de marchés.

Le résultat sur commissions est en hausse de 3,4% en raison principalement du bon développement des activités bancaires "classiques" de la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont diminué de 6,4% en raison de la baisse des revenus de parts dans des entreprises liées.

Le résultat sur instruments financiers passe de 0,1 million d'euros fin 2008 à 16,2 millions d'euros au 31 décembre 2009. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée sur les marchés financiers, sont renseignés dans le poste "réserve de réévaluation" des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable renseignés dans les actifs financiers disponibles à la vente. La réserve de réévaluation affiche une croissance de 69,4% en 2009.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse par rapport à l'année dernière en passant de 4,5 millions d'euros à 2,6 millions d'euros fin 2009. Y sont également enregistrées la contrepartie de la créance détenue via l'AGDL sur le "Special Purpose Vehicle" créé dans le cadre de la restructuration de la banque "Kaupthing" ainsi que la dotation parallèle de la provision AGDL pour le même montant.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter à 2,9% la croissance de ses frais généraux totaux, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles. D'importants projets de "reengineering" et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence et dans un contexte de crise financière, la Banque a constitué des corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 61,2 millions d'euros en 2009 par rapport à 87,1 millions d'euros en 2008.

La Banque a par ailleurs continué à pratiquer une politique prudente en dotant la provision AGDL du maximum admis sous la législation en vigueur au 31 décembre 2009. La dotation pour l'exercice 2009 s'élève à 40,1 millions d'euros contre 19,6 millions un an plus tôt. Dans le calcul de la dotation, il a été tenu compte du relèvement du plafond des dépôts en espèces garantis de 20.000 à 100.000 euros.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2009, un bénéfice net de 167,7 millions d'euros contre 146,9 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 20,8 millions d'euros ou de 14,2%.

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2009 de 23,0% et un "Tier 1 ratio" de 14,4%. Les fonds propres de base se situent à 1.397,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Perspectives pour l'année 2010

En ce début d'année, l'économie européenne commence à se redresser grâce aux plans de relance, au bas niveau du loyer de l'argent et aux bonnes performances économiques de la Chine et de l'Inde notamment.

Dans les mois à venir, les gouvernements seront amenés à définir les mesures fiscales et les économies permettant de réduire, à partir de l'exercice 2011, le déficit public afin de le ramener progressivement dans la norme définie par le traité de Maastricht. Parallèlement, la Banque centrale européenne réfléchira sur le moment et l'envergure de la réduction de sa politique monétaire accommodante.

Au plan national, les performances de l'industrie et du commerce varient en fonction du secteur d'activité et les indicateurs disponibles à l'heure actuelle ne laissent pas conclure à une dégradation profonde et généralisée de la qualité de crédit du secteur des entreprises.

Le marché du logement est hétérogène et se trouve en phase de consolidation tandis que le taux de disponibilité sur le marché de l'immobilier de bureaux est passé de 1,7% fin 2008 à 5,3% fin 2009.

Sur ces bases, la Banque a élaboré son plan d'entreprise "Spuerkeess 2014" définissant les objectifs et les stratégies pour les années à venir.

Avec un ratio Tier 1 de 14,4%, la Banque dispose de fonds propres largement suffisants pour le futur prévisible. Par ailleurs, compte tenu de la base des dépôts très solide, le besoin de refinancement par appel au marché obligataire sera très limité au courant de cette année. Ainsi, le programme EMTN servira essentiellement à émettre des produits d'épargne structurés répondant à la demande de la clientèle nationale dans un environnement de taux d'intérêts très bas.

Dans le contexte décrit ci-dessus, la Banque est confiante en sa capacité à pouvoir développer avec succès ses activités conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 et en continuité avec les développements du passé.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2009.

Luxembourg, le 17 mars 2010

Pour le Comité de direction

Michel Birel	Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint	Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES
31 décembre 2009

Rapport du Réviseur d'entreprises

Au Conseil d'administration de
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

PricewaterhouseCoopers
Société à responsabilité limitée
Réviseur d'Entreprises
 400, route d'Esch
 B.P. 1443
 L-1014 Luxembourg
 Téléphone +352 494848-1
 Facsimile +352 494848-2900
www.pwc.com/lu
info@lu.pwc.com

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2009, le compte de résultat et l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ; ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le Réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvées par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2009, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Comité de direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Réviseur d'entreprises
Représentée par

Luxembourg, 17 mars 2010

Pierre Krier

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

COMPTES ANNUELS AUDITES
31 décembre 2009

Bilan au 31 décembre 2009

ACTIF du Bilan			
	Notes	31/12/2008	31/12/2009
en euros			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	355.194.150	618.593.103
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	10.112.612.285	7.646.662.526
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	12.141.556.621	13.618.971.120
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	213.600.989	130.467.088
Instruments dérivés de couverture	4.7.	141.802.858	103.103.272
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	11.806.819.966	11.283.043.418
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	652.580.293	712.152.526
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	1.337.266.570	2.845.872.095
Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	4.3.	246.169.819	231.599.062
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	179.496.380	174.308.689
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	15.852.020	15.401.895
Immobilisations incorporelles	4.11.	9.635.760	10.297.335
Impôts courants	4.14.	1.258.366	1.145.756
Impôts différés	4.14.	257.903.589	200.148.373
Autres actifs	4.13.	73.990.623	39.706.108
TOTAL de l'ACTIF		37.545.740.289	37.631.472.366

PASSIF du Bilan			
	Notes	31/12/2008	31/12/2009
en euros			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	3.805.523.752	4.806.613.761
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.17.	19.806.242.626	19.143.045.556
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	4.17.	4.513.983.494	2.418.651.936
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	329.148.392	81.905.268
Instruments dérivés de couverture	4.7.	316.147.029	463.219.908
Emissions de titres	4.15.	5.671.111.996	7.714.426.298
Provisions	4.19.	346.596.615	384.131.724
Autres passifs	4.20.	310.052.318	68.107.323
Impôts courants	4.14.	21.929.396	30.343.674
Impôts différés	4.14.	142.818.390	149.321.556
Fonds de pension	4.18.	244.713.006	8.015.939
Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)		35.508.267.014	35.267.782.943

Bilan au 31 décembre 2009 (suite)

CAPITAUX PROPRES du Bilan			
		31/12/2008	31/12/2009
en euros			
Report sous-total PASSIF avant capitaux propres		35.508.267.014	35.267.782.943
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation		325.071.866	550.667.663
° <i>Actifs disponibles à la vente</i>		325.167.755	549.554.563
Réserves - Résultats non distribués		1.391.962.852	1.471.760.879
Résultat de l'exercice		146.913.090	167.735.414
Total capitaux propres		2.037.473.275	2.363.689.423
TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES		37.545.740.289	37.631.472.366

Compte de résultat au 31 décembre 2009

en euros	Notes	31/12/2008	31/12/2009
Résultat d'intérêts	5.1.	403.953.136	420.649.682
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	53.740.785	50.284.425
Commissions	5.3.	69.853.937	72.248.824
RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS		527.547.858	543.182.931
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	-3.189.555	-2.108.284
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	-10.986.084	20.354.731
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	7.545.895	-6.001.175
Différences de change		6.699.727	4.038.106
Autres produits d'exploitation	5.7.	6.887.874	40.564.148
Autres charges d'exploitation	5.7.	-2.437.166	-38.000.610
PRODUIT BANCAIRE		532.068.549	562.029.847
Frais du personnel	5.8.	-166.309.408	-171.946.007
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-61.195.141	-61.796.095
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11 5.12	-24.795.216	-25.835.173
RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX		279.768.784	302.452.572
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-87.104.040	-61.216.547
Dotations aux provisions	5.14.	-20.660.473	-42.227.729
RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS		172.004.271	199.008.296
Résultat sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		321.097	649.319
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-24.998.074	-24.694.876
Impôts différés	5.15.	-414.204	-7.227.325
RESULTAT DE L'EXERCICE		146.913.090	167.735.414

Etat du résultat global au 31 décembre 2009
en euros

	31/12/2008	31/12/2009
Résultat de l'exercice	146.913.090	167.735.414
Actifs disponibles à la vente	-457.386.115	293.791.548
° <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	-460.710.618	291.296.789
° <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	3.324.503	2.494.759
Ecarts actuariels sur régime de pension à prestation définie	-1.938.604	-44.327.705
Couverture de flux de trésorerie	5.446.737	1.693.024
Impact impôts différés	123.741.178	-57.676.134
Autres éléments du résultat global pour l'exercice - nets d'impôts	-330.136.804	193.480.733
Résultat global total de l'exercice	-183.223.714	361.216.147

Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2009
en euros

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2009	173.525.467	1.391.962.852	325.071.866	146.913.090	2.037.473.275
Affectation du résultat 2008	-	146.913.090	-	-146.913.090	-
Résultat net de l'exercice 2009	-	-	-	167.735.414	167.735.414
Distribution pour l'exercice 2008	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-32.115.063	-	-	-32.115.063
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	224.386.808	-	224.386.808
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.208.989	-	1.208.989
au 31 décembre 2009	173.525.467	1.471.760.879	550.667.663	167.735.414	2.363.689.423

Au cours de l'exercice 2009, la Banque a versé EUR 35.000.000 (2008 : EUR 35.000.000) de son résultat de l'exercice 2008 à l'Etat.

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2008	173.525.467	1.283.281.020	653.395.439	145.495.063	2.255.696.989
Affectation du résultat 2007	-	145.495.063	-	-145.495.063	-
Résultat net de l'exercice 2008	-	-	-	146.913.090	146.913.090
Distribution pour l'exercice 2007	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-1.813.231	-	-	-1.813.231
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-332.155.046	-	-332.155.046
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	3.831.473	-	3.831.473
au 31 décembre 2008	173.525.467	1.391.962.852	325.071.866	146.913.090	2.037.473.275

Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2009
en euros

Trésorerie et équivalents de trésorerie	31/12/2008	31/12/2009
en euros		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.250.344	618.593.110
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.713.624.308	5.446.108.621
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.816.326.264	1.265.516.726
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	858.592	288.195
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	792.010.899	903.627.078
Titres détenus jusqu'à échéance	24.293.405	262.154.494
	10.702.363.814	8.496.288.223

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

	31/12/2008	31/12/2009
Intérêts reçus	3.510.144.188	1.755.642.251
Intérêts payés	-3.077.555.350	-1.304.271.227
Revenus de valeurs mobilières	53.740.785	50.284.425
Commissions reçues	98.914.070	101.589.208
Commissions payées	-29.060.133	-29.340.385
Autres produits d'exploitation	6.887.874	5.438.561
Impôts courants	-18.024.990	-24.694.876
Frais généraux administratifs	-221.364.441	-218.331.438
Autres charges d'exploitation	-2.437.166	-2.875.026
Sous-total	321.244.837	333.441.493

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2008	31/12/2009
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.593.241	2.077.824
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	3.019.143.946	921.318.666
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	17.488.618	7.279.046
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	-263.166.288	155.686.261
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-2.649.951.870	-2.021.512.353
Instruments dérivés de couverture	2.553.017	-114.563
Autres actifs	42.617.552	33.789.877
Sous-total	173.278.216	-901.475.242

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2008	31/12/2009
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	-142.388	289.321
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	-3.788.209.041	1.000.462.834
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	3.775.541.575	-2.684.439.808
Instruments dérivés de couverture	-7.887.783	-516.450
Autres passifs	141.218.408	-231.857.632
Émissions de titres	-2.102.123.615	2.103.585.300
Sous-total	-1.981.602.844	187.523.565

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-1.487.079.791	-380.510.184
---	-----------------------	---------------------

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2008	31/12/2009
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	1.468.229	-15.665.954
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-7.775	-1.556.416
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	39.250	1.076.500
Acquisition / remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	66.768.208	-1.261.078.477
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	-4.463.843	25.656.146
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	63.804.069	-1.251.568.201

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	31/12/2008	31/12/2009
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-111.672.420	-80.993.593
Distribution du résultat	-35.000.000	-35.000.000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-146.672.420	-115.993.593

Variation nette	-1.569.948.142	-1.748.071.978
------------------------	-----------------------	-----------------------

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

	2008	2009
Situation au 1er janvier	12.298.699.766	10.702.363.814
Variation nette de trésorerie	-1.569.948.142	-1.748.071.978
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-26.387.810	-458.003.613
Situation au 31 décembre	10.702.363.814	8.496.288.223

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

NOTES AUX COMPTES ANNUELS
31 décembre 2009

1 INFORMATION GÉNÉRALE

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

L'effectif moyen de la Banque pour le courant de l'exercice 2009 était de 1.784 personnes (1.789 personnes en 2008).

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 17 mars 2010.

2 PRINCIPES D'ÉLABORATION DES COMPTES ANNUELS

2.1 Respect des principes généraux IFRS

Les comptes annuels pour l'exercice 2009 ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit tels que décrits ci-après. À l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (« Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg »), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves (ci-après « les provisions prudentielles ») qui sont décrits à la note 3.7 « Provisions », les principes comptables sont basés sur les IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par la Banque

La Banque a appliqué, avec effet au 1^{er} janvier 2009, les adaptations de la norme IFRS 7 en matière de risque de liquidité et d'informations à publier relatives à la valorisation à la juste valeur. La Banque a également appliqué, avec effet au 1^{er} janvier 2009, la norme IAS 1 révisée, résultant notamment en la présentation séparée d'un tableau de variation des capitaux propres et du compte de résultat détaillé suivi immédiatement du tableau de l'état du résultat global.

b) Normes nouvelles ou révisées non adoptées par la Banque

Les autres normes dont l'application est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2009 ont été jugées comme ayant un impact non matériel sur les comptes annuels. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IAS 23 « Coûts d'emprunt »,
- IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »

c) Normes nouvelles, révisées ou interprétations qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par la Banque :

- IAS 27 (révisée) : « États financiers consolidés et individuels »
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »
- IFRS 3 (révisée) : « Regroupements d'entreprises »
- IAS 38 (changement) : « Actifs incorporels »
- IFRS 5 (changement) : « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »
- IAS 1 (changement) : « Présentation des états financiers »
- IFRS 2 (changements) : « Paiement fondé sur des actions »

Les comptes annuels sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Banque, suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des instruments dérivés.

Les informations sectorielles requises par l'application de la norme IFRS 8 sont fournies dans la publication des comptes consolidés du groupe.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

2.2 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle de la BCEE est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisés en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti sont comptabilisés en compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	31/12/2008	31/12/2009
CHF	1,4930	1,4840
GBP	0,9670	0,8914
JPY	126,8500	133,1700
SEK	10,9000	10,2575
USD	1,4050	1,4417

2.3 Opérations bancaires

2.3.1 Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

2.3.2 Évaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction et de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance et actifs financiers disponibles à la vente.

Les méthodes d'évaluation appliquées sont :

- le « coût historique » : Le coût historique est le montant initial enregistré.
- le « coût amorti » : Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.
- la « juste valeur » : La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché.

2.3.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes annuels.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

2.3.3.1 La juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles

mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

La Banque détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue par la Banque dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, la Banque utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par la Banque permettent de conclure que le marché est inactif, la Banque calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de « spread » déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel la Banque a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

2.3.3.2 *Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti*

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking »), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les IFRS, la Banque les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit. Le montant de la dotation est constitué à partir des pertes historiques constatées avec une pondération plus forte pour les années récentes.

2.3.3.3 *Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (« AFS ») comme dépréciées, lorsqu'elle s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation ».

Parmi les « indications objectives » figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non « d'indications objectives ».

Lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

De même, lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique "réserve de réévaluation".

2.4 **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

La Banque utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie et corrige le résultat net pour éliminer tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités pour la Banque.

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. En pratique, il s'agit des produits et charges d'exploitation, mais également des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et exceptionnels et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

Opérations d'investissement

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de liquidités.

Opérations de financement

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés à l'établissement.

Les chiffres sur les flux de trésorerie relatifs à l'année 2008 ont été mis à jour afin de tenir compte de l'intégration de l'effet des prêts et avances et des titres détenus pendant une période inférieure à 90 jours, ainsi que de la non prise en compte des comptes « nostro » en tant que trésorerie opérationnelle au passif. Le changement de méthode implique pour 2008 une diminution de la situation nette de 459.388.380 EUR.

3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes caisse et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique « résultats d'intérêts » et les dividendes dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance, ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille (conditions de transfert et de vente restreintes), ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Ces actifs étant détenus jusqu'à échéance et n'étant pas évalués à la juste valeur, ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées lors de la comptabilisation initiale dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti ».

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. La Banque a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes annuels individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les

variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat ». Si la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « FIFO » (« first in - first out »).

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels que indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest Rate Swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture standard « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;

- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée ;
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat net sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont

comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

Mises et prises en pension :

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés dans le bilan. La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite dans la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

La Banque effectue des opérations de « triparty repo » et de « triparty reverse repo » avec des contreparties dont le « rating » est supérieur ou égal à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge, gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre « overnight » et 6 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique « résultat d'intérêts ».

Prêts et emprunts de titres :

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

3.2.6 Prêts et avances évalués au coût amorti

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.7.2 *Emissions de titres*

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes Euro medium term notes (« EMTN »), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des « swaps » dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 **Dépréciation des actifs financiers**

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

On distingue 2 catégories de dépréciation :

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe un ou plusieurs indices objectifs de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements

de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ».

Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime, sur base d'indicateurs objectifs, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées en résultat à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction ». Les dividendes sont enregistrés à la rubrique « revenu de valeurs mobilières », les intérêts sont enregistrés à la rubrique « résultat d'intérêts ».

La Banque comptabilise en compte de résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle « Wholesale international », les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées « prorata temporis » sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique « immobilisations corporelles de placement » prévue par la norme IAS 40, la Banque y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- constructions :	50 ans
- matériel informatique:	4 ans
- aménagement des bureaux, mobiliers et matériels :	de 2 à 10 ans
- véhicules :	4 ans

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine de la Banque sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne « autres résultats nets d'exploitation », à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice.

3.4 Immobilisations incorporelles

La Banque considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

3.5 Les contrats de location

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

3.5.1 La Banque est locataire

La Banque a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de ses immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.5.2 La Banque est bailleresse

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique « résultat d'intérêts » du compte de résultat. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions

ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

Le passif inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs du régime, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la Banque correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- la totalité des écarts actuariels ;

montants desquels est retranché le rendement attendu, ce à partir du 1^{er} décembre 2009, date de l'externalisation du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la « Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP) », constituée sous la forme d'une association d'épargne-pension « ASSEP ».

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique « réserves » dans les capitaux propres.

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

En maintenant les provisions prudentielles admises en « Lux-Gaap » mais non éligibles selon IFRS, la Banque déroge à la norme IAS 37. Les provisions prudentielles comportent :

- la provision forfaitaire : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision à caractère général pour risque potentiel sur les postes d'actif et de hors bilan, risques non encore identifiés au moment de l'établissement du bilan.
- la provision AGDL : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision visant à honorer les engagements de la Banque qui découlent de son adhésion à l'AGDL. L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques et par certaines catégories de personnes morales auprès de membres de l'AGDL. L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autres que celle portant sur un dépôt en argent.
- les postes spéciaux avec une quote-part de réserves : il s'agit de montants susceptibles d'immunisation fiscale correspondant à des plus-values résultant notamment de l'application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR). En vertu de ces articles, des plus-values résultant de

l'aliénation, de la conversion ou de la disparition d'un actif peuvent être immunisées fiscalement, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, lorsqu'elles sont transférées sur des actifs de remploi acquis ou constitués par l'entreprise.

3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique « réserve de réévaluation ».

4 NOTES AU BILAN (en euros)

4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

4.2 Instruments financiers

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	1.769.718	5.956.600	7.726.318	1.245.972	3.734.093	4.980.065
Instruments dérivés (note 4.7.)	188.991.568	16.883.103	205.874.671	116.635.368	8.851.654	125.487.023
Total	190.761.286	22.839.703	213.600.989	117.881.340	12.585.748	130.467.088

Passifs	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	4.593	673	5.266	293.806	0	293.806
Instruments dérivés (note 4.7.)	308.704.986	20.438.140	329.143.126	57.748.142	23.863.320	81.611.462
Total	308.709.578	20.438.813	329.148.392	58.041.948	23.863.320	81.905.268

Actifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	1.497.378	5.956.600	7.453.978	987.237	3.734.093	4.721.330
<i>Secteur public</i>	62.646	2.442.347	2.504.993	89.707	1.816.433	1.906.140
<i>Etablissements de crédit</i>	540.656	2.692.972	3.233.628	790.630	1.438.314	2.228.944
<i>Clientèle "corporate"</i>	894.076	821.281	1.715.357	106.900	479.346	586.246
Instruments de capitaux propres	272.340	0	272.340	258.735	0	258.735
Total	1.769.718	5.956.600	7.726.318	1.245.972	3.734.093	4.980.065
Résultat latent à la clôture	45.463	112.487	157.950	10.376	78.871	89.247

Passifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Ventes à découvert						
<i>Obligations</i>	0	673	673	0	0	0
<i>Actions</i>	4.593	0	4.593	293.806	0	293.806
Total	4.593	673	5.266	293.806	0	293.806

4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	2.339.656.771	9.467.163.195	11.806.819.966	2.891.009.845	8.392.033.573	11.283.043.418
<i>Secteur public</i>	51.319.651	2.483.643.204	2.534.962.855	22.481.638	2.897.516.615	2.919.998.253
<i>Etablissements de crédit</i>	1.709.327.640	3.952.839.572	5.662.167.212	2.454.030.932	3.672.372.797	6.126.403.729
<i>Clientèle "corporate"</i>	579.009.480	3.030.680.419	3.609.689.899	414.497.275	1.822.144.161	2.236.641.436
Instruments de capitaux propres	652.580.293	0	652.580.293	712.152.526	0	712.152.526
<i>Etablissements de crédit</i>	17.050.799	0	17.050.799	17.346.727	0	17.346.727
<i>Clientèle "corporate"</i>	635.449.290	0	635.449.290	693.499.087	0	693.499.087
<i>Autres</i>	80.204	0	80.204	1.306.711	0	1.306.711
Total	2.992.237.064	9.467.163.195	12.459.400.259	3.603.162.371	8.392.033.573	11.995.195.944
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-30.039.181	-79.029.447	-109.068.631	-6.508.568	-119.306.018	-125.814.586
Résultat latent à la clôture	404.708.895	-293.987.342	110.721.552	466.418.363	24.615.116	491.033.479

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Etablissement de crédit	Total
	ABS/MBS	Autres		
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	13.064.670	-	-	13.064.670
Dotations	36.139.066	8.185.054	74.051.771	118.375.891
Reprises	-13.064.668	-400.683	-	-13.465.351
Amortissements de créances	-	-	-8.906.579	-8.906.579
Situation au 31 décembre 2008	36.139.068	7.784.371	65.145.192	109.068.631
Situation au 1 ^{er} janvier 2009	36.139.068	7.784.371	65.145.192	109.068.631
Dotations	33.247.931	2.000.780	8.865.467	44.114.178
Reprises	-2.254.210	-3.812.450	-150.000	-6.216.660
Amortissements de créances	-	-	-21.151.563	-21.151.563
Situation au 31 décembre 2009	67.132.789	5.972.701	52.709.096	125.814.586

Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

○ Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

31/12/2009	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-54.280.225	187.084.104	-186.709.000	99,80%
Obligations à taux variable	-108.188.764			

31/12/2008	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-187.202.042	120.240.731	-120.229.949	99,99%
Obligations à taux variable	-235.550.177			

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2008	2009
Situation au 1^{er} janvier	15.071.949.811	11.806.819.966
Acquisitions	1.240.876.327	1.920.232.434
Ventes	-239.126.377	-121.338.868
Remboursements	-4.134.567.291	-2.526.767.958
Résultats réalisés	-4.625.119	-4.529.583
Proratas d'intérêts	-25.087.650	21.424.645
Evaluations latentes	-133.605.574	327.126.603
Dépréciations	-91.377.625	-31.060.758
Différence de change	122.383.464	-108.863.064
Situation au 31 décembre	11.806.819.966	11.283.043.418

○ **Les instruments de capitaux propres**

31/12/2009	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	466.418.364

dont: Dépréciations d'actifs financiers

-6.508.568

31/12/2008	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	413.233.040

dont: Dépréciations d'actifs financiers -4.626.335

4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales

	31/12/2008	31/12/2009
Valeur d'acquisition	38.317.863	38.797.779
Résultat d'évaluation	207.851.956	192.801.283
Sous-total	246.169.819	231.599.062

4.4 Titres détenus jusqu'à échéance

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes						
Secteur public	2.844.053	490.750.005	493.594.058	106.733.403	595.786.100	702.519.503
Établissements de crédit	189.040.167	548.437.195	737.477.362	517.702.727	1.528.500.989	2.046.203.716
Clientèle "corporate"	0	106.195.150	106.195.150	0	97.148.876	97.148.876
Total	191.884.220	1.145.382.350	1.337.266.570	624.436.130	2.221.435.965	2.845.872.095

La Banque n'a pas acté de dépréciation à la clôture sur les titres détenus jusqu'à échéance. L'augmentation importante de ce portefeuille en valeur relative s'insère dans le contexte de la politique ALM de la Banque.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2008	2009
Situation au 1^{er} janvier	1.450.062.610	1.337.266.570
Acquisitions	156.385.005	2.072.306.195
Remboursements	-269.048.743	-570.474.916
Proratas d'intérêts	-358.053	2.759.081
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	225.751	4.015.165
Situation au 31 décembre	1.337.266.570	2.845.872.095

4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Instruments de dettes émis par le secteur public	-	990.162.870
Instruments de dettes émis - autres	-	96.701.217
Instruments de capitaux propres	-	994.620
Total	-	1.087.858.707

4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Obligations convertibles	91.907.907	91.152.504

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché.

4.7 Instruments dérivés

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2009		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	125.487.023	81.611.462	11.395.914.658
Opérations liées au taux de change	87.660.526	52.154.810	8.885.463.949
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	87.660.025	48.937.253	8.756.316.120
- <i>autres</i>	501	3.217.557	129.147.829
Opérations liées au taux d'intérêts	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
- <i>IRS</i>	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
Opérations liées au risque de crédit	243	3.895.373	547.490.046
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	243	3.895.373	547.490.046
Couverture de juste valeur	101.894.526	463.219.908	9.358.510.174
Opérations liées au taux de change	5.852.350	1.436.486	538.994.985
- <i>CCIS</i>	5.852.350	1.436.486	538.994.985
Opérations liées au taux d'intérêts	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
Opérations liées aux autres indices	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
- <i>IRS (autres indices)</i>	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
Couverture de flux de trésorerie	1.208.746	0	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	1.208.746	0	80.000.000
- <i>IRS</i>	1.208.746	0	80.000.000
Rubriques	Soldes au 31/12/2008		
	Soldes au 31/12/2008		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	205.874.671	329.143.126	19.835.831.382
Opérations liées au taux de change	24.177.291	151.082.797	7.050.731.803
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	20.870.516	151.082.797	6.539.768.422
- <i>autres</i>	3.306.775	0	510.963.381
Opérations liées au taux d'intérêts	181.659.074	159.699.593	11.927.537.301
- <i>IRS</i>	181.659.074	159.699.593	11.927.537.301
Opérations liées au risque de crédit	38.306	18.360.735	857.562.278
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	38.306	18.360.735	857.562.278
Couverture de juste valeur	141.578.389	315.779.103	9.319.948.924
Opérations liées au taux de change	77.249.485	0	732.320.013
- <i>CCIS</i>	77.249.485	0	732.320.013
Opérations liées au taux d'intérêts	23.433.562	235.273.056	5.435.967.595
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	23.433.562	235.273.056	5.435.967.595
Opérations liées aux autres indices	40.895.342	80.506.048	3.151.661.316
- <i>IRS (autres indices)</i>	40.895.342	80.506.048	3.151.661.316
Couverture de flux de trésorerie	224.469	367.925	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	224.469	367.925	80.000.000
- <i>IRS</i>	224.469	367.925	80.000.000

4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	1.910.712.193	145.884.558	2.056.596.751	4.075.683.087	277.640.186	4.353.323.273
Prise en pension	7.781.453.670	-	7.781.453.670	3.130.884.942	-	3.130.884.942
Crédit Roll-over	270.142.672	4.073.612	274.216.284	159.521.758	2.503.224	162.024.982
Location financement	4.984	340.596	345.580	429.329	-	429.329
Sous-total	9.962.313.519	150.298.766	10.112.612.285	7.366.519.117	280.143.410	7.646.662.526
Crédits confirmés non utilisés			88.433.473			164.760.268
Dépréciations d'actifs financiers			-10.500.000			-5.009.937

Dans le cas des opérations de prise en pension, la Banque devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31/12/2009, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	284.648.006	6.242.099.658	6.526.747.664	255.440.411	7.460.521.946	7.715.962.357
Clientèle "corporate"	2.184.794.838	1.586.529.373	3.771.324.211	2.214.710.255	1.825.766.676	4.040.476.931
Secteur public	94.775.637	1.748.709.109	1.843.484.746	177.124.674	1.685.407.158	1.862.531.832
Sous-total	2.564.218.481	9.577.338.140	12.141.556.621	2.647.275.340	10.971.695.780	13.618.971.120
Crédits confirmés non utilisés			3.033.481.623			2.961.649.303
Dépréciation d'actifs financiers			-60.870.028			-81.134.711

Dont opérations de location financement :

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Location financement	9.869.069	85.485.744	95.354.813	8.338.673	84.274.438	92.613.111
Sous-total	9.869.069	85.485.744	95.354.813	8.338.673	84.274.438	92.613.111

Dépréciation de valeur sur prêts et avances

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	13.267.566	16.514.572	-	29.782.138
Dotations	8.653.350	46.052.120	-	54.705.470
Reprises	-7.024.027	-15.864.322	-	-22.888.349
Amortissements de créances (*)	-729.231	-	-	-729.231
Situation au 31 décembre 2008	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	10.520.758	46.702.370	-	57.223.128
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	3.646.900	-	-	3.646.900
Total	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028
Situation au 1 ^{er} janvier 2009	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028
Dotations	10.308.784	51.972.890	-	62.281.674
Reprises	-5.756.133	-28.317.335	-	-34.073.468
Amortissements de créances (*)	-605.878	-7.337.645	-	-7.943.523
Situation au 31 décembre 2009	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	12.972.309	63.020.280	-	75.992.589
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	5.142.122	-	-	5.142.122
Total	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 238.998.676 EUR contre 332.766.111 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

4.10 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2009	245.017.124	70.036.221	315.053.345
Entrée	2.719.007	7.897.245	10.616.252
Sortie	-21.812.945	-15.950.281	-37.763.226
Situation au 31 décembre 2009	225.923.185	61.983.185	287.906.370

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2009	91.340.407	44.216.558	135.556.965
Reprises	-21.412.264	-15.985.926	-37.398.190
Dotations	4.667.796	10.771.111	15.438.907
Situation au 31 décembre 2009	74.595.939	39.001.743	113.597.681

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2009	153.676.717	25.819.663	179.496.380
Situation au 31 décembre 2009	151.327.246	22.981.442	174.308.689

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2008	241.772.070	68.927.123	310.699.193
Entrée	3.532.841	11.724.273	15.257.114
Sortie	-287.787	-10.615.175	-10.902.962
Situation au 31 décembre 2008	245.017.124	70.036.221	315.053.345

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2008	86.124.480	43.665.758	129.790.238
Reprises	-73.594	-10.615.175	-10.688.769
Dotations	5.289.521	11.165.975	16.455.496
Situation au 31 décembre 2008	91.340.407	44.216.558	135.556.965

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2008	155.647.590	25.261.365	180.908.955
Situation au 31 décembre 2008	153.676.717	25.819.663	179.496.380

4.11 Immobilisations incorporelles

Situation au 1^{er} janvier 2009	23.767.239
Entrée	9.065.146
Sortie	-7.621.671
Situation au 31 décembre 2009	25.210.714

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2009	14.131.479
Reprises	-7.621.671
Dotations	8.403.571
Situation au 31 décembre 2009	14.913.379

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2009	9.635.760
Situation au 31 décembre 2009	10.297.335

Situation au 1^{er} janvier 2008	23.663.146
Entrée	8.276.063
Sortie	-8.171.970
Situation au 31 décembre 2008	23.767.239

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2008	14.460.260
Reprises	-8.171.970
Dotations	7.843.189
Situation au 31 décembre 2008	14.131.479

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2008	9.202.886
Situation au 31 décembre 2008	9.635.760

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

4.12 Immobilisations corporelles de placement

Situation au 1^{er} janvier 2009	26.203.344
Entrée (acquisitions)	0
Entrée (dépenses d'investissement)	47.353
Sortie	0
Situation au 31 décembre 2009	26.250.697

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2009	10.351.324
Reprises	0
Dotations	497.478
Situation au 31 décembre 2009	10.848.802

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2009	15.852.020
Situation au 31 décembre 2009	15.401.895

Situation au 1^{er} janvier 2008	26.197.746
Entrée (acquisitions)	67.496
Entrée (dépenses d'investissement)	247.020
Sortie	-308.918
Situation au 31 décembre 2008	26.203.344

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2008	9.954.001
Reprises	-99.208
Dotations	496.531
Situation au 31 décembre 2008	10.351.324

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2008	16.243.745
Situation au 31 décembre 2008	15.852.020

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.293.297 EUR pour l'exercice 2009, contre 2.241.806 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2009 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 517.328 EUR contre 452.905 EUR un an plus tôt.

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 46.668.512 EUR. La dernière évaluation date de l'exercice 2008.

4.13 Autres actifs

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Débiteurs divers (1)	43.702.351	7.568.671
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	29.270.722	30.300.379
Autres	1.017.550	1.837.058
Total	73.990.623	39.706.108

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

Au cours de l'exercice 2009, la Banque a modifié son approche de traitement comptable des opérations titres pour le compte de ses clients, en présentant en net au bilan son exposition résultant des écarts de dates valeur. Ce changement de politique comptable explique en grande partie la variation importante de cette rubrique, tout en restant neutre pour le compte de résultat de la Banque. Suite à une analyse coûts/bénéfices, la Banque a estimé qu'il était inopportun de retraiter les chiffres 2008.

4.14 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre base comptable et fiscale.

Au 31 décembre 2009, la Banque enregistre une créance d'impôts courants de 1.145.756 EUR et une dette d'impôts courants de 30.343.674 EUR.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, la Banque, en accord avec l'Administration des Contributions, calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat. Sont toutefois exclus de la base fiscale les résultats d'évaluation des instruments dérivés négociés sur un marché de gré à gré et les opérations de couverture de juste valeur en raison de leur caractère improbable de réalisation. Ces évaluations donnent lieu à des impôts différés au niveau du compte de résultat.

Au 31 décembre 2009, la Banque enregistre un actif d'impôts différés de 200.148.373 EUR et un passif d'impôts différés de 149.321.556 EUR.

4.14.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Impôts courants	1.258.366	1.145.756
Impôts différés	257.903.589	200.148.373
Actifs d'impôts	259.161.955	201.294.129

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Instruments dérivés - application de la juste valeur	93.156.241	97.918.611
Instruments de dettes - application de la juste valeur	120.991.714	47.944.401
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	14.809.600	10.449.058
Autres - instruments financiers	8.155.707	6.361.831
Fonds de pension - écart actuariel	20.790.327	37.474.472
Actifs d'impôts différés	257.903.589	200.148.373

4.14.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Impôts courants	21.929.396	30.343.674
<i>dont impôt sur le revenu</i>	<i>20.499.645</i>	<i>26.146.537</i>
<i>dont impôt commercial</i>	<i>1.429.751</i>	<i>4.197.137</i>
Impôts différés	142.818.390	149.321.556
Passifs d'impôts	164.747.786	179.665.230

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Instruments dérivés - application de la juste valeur	35.017.923	22.653.063
Instruments de dettes - application de la juste valeur	63.582.416	74.113.587
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	15.042.397	6.745.042
Autres - instruments financiers	16.903.069	25.810.853
Fonds de pension - écart actuariel	12.272.585	19.999.011
Passifs d'impôts différés	142.818.390	149.321.556

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	31/12/2008	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2009
Impôts différés actifs	257.903.589	-67.287.574	9.532.357	200.148.373
Impôts différés passifs	-142.818.390	10.256.516	-16.759.682	-149.321.556
Impôts différés actifs / passifs nets	115.085.199	-57.031.057	-7.227.325	50.826.817

Rubriques	31/12/2007	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2008
Impôts différés actifs	132.000.655	126.768.141	-865.207	257.903.589
Impôts différés passifs	-140.242.426	-3.026.967	451.003	-142.818.390
Impôts différés actifs / passifs nets	-8.241.771	123.741.174	-414.204	115.085.199

4.15 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Bons de caisse	274.766.319	74.645.266	349.411.585	549.236.379	149.210.049	698.446.428
Papier commercial	2.684.879.315	-	2.684.879.315	5.045.714.537	-	5.045.714.537
Medium Term Notes et autres émissions	538.563.087	2.098.258.009	2.636.821.096	268.718.484	1.701.546.849	1.970.265.333
Total	3.498.208.721	2.172.903.275	5.671.111.996	5.863.669.400	1.850.756.898	7.714.426.298

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	80.000.000	254.757.896	334.757.896	-	253.764.302	253.764.302
---	------------	-------------	-------------	---	-------------	-------------

La Banque a émis des EMTN pour un nominal de 673.400.803 EUR au cours de l'année 2009, contre 369.147.411 EUR au cours de l'année 2008.

Nouvelles émissions en	2008	2009
avec échéance < 2 ans	46.093.578	94.556.197
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	174.300.514	462.143.626
avec échéance au-delà de 5 ans	148.753.318	116.700.980
Total	369.147.411	673.400.803

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	-	-
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	296.013.824	562.400.803

Les principales structures émises en 2009 sont de type « Interest linked ».

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2009, respectivement 2008 :

	2008	2009
Échéances / remboursements	2.122.711.265	1.389.264.891
Total	2.122.711.265	1.389.264.891

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	113.726.501	80.000.000
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	2.003.780.028	1.273.597.216

Au cours de l'exercice 2009, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 52.701.332 EUR (183.703.384 EUR au cours de l'exercice 2008).

Détail au 31 décembre 2009 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Solde au bilan	Partie assimilée	Partie non-assimilée
Emprunt 1999 - 2014	1,049	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2000 - 2012	6,720	GBP	11.218.308	6.730.985	4.487.323
Emprunt 2000 - 2015	1,094	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2000 - 2020	1,084	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,525	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,525	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2001 - 2016	2,700	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2002 - 2012	1,092	EUR	5.500.000	3.300.000	2.200.000
Emprunt 2002 - 2012	3,014	EUR	4.500.000	2.700.000	1.800.000
Emprunt 2002 - 2022	1,338	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003 - 2013	0,883	JPY	37.545.994	30.036.795	7.509.199
Total			253.764.302	237.767.780	15.996.522

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 10.931.521 EUR au 31 décembre 2009, contre 18.965.763 EUR au 31 décembre 2008.

4.16 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	3.805.523.752	-	3.805.523.752	3.719.112.479	828.000	3.719.940.479
Mise en pension	-	-	-	1.086.673.282	-	1.086.673.282
Total	3.805.523.752	0	3.805.523.752	4.805.785.761	828.000	4.806.613.761

4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public

Rubriques	31/12/2008			31/12/2009		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	19.600.592.766	205.649.860	19.806.242.626	18.932.050.766	210.994.790	19.143.045.556
- Comptes à vue et à préavis	3.625.008.253	-	3.625.008.253	3.510.946.371	-	3.510.946.371
- Comptes à terme	11.893.745.559	205.649.860	12.099.395.419	7.281.594.724	210.994.790	7.492.589.514
- Epargne	4.081.838.954	-	4.081.838.954	8.137.697.071	-	8.137.697.071
- Mise en pension	-	-	-	1.812.600	-	1.812.600
Secteur public	4.513.983.494	-	4.513.983.494	2.418.651.936	-	2.418.651.936
Total	24.114.576.260	205.649.860	24.320.226.120	21.350.702.702	210.994.790	21.561.697.492

4.18 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2008	31/12/2009
Taux d'actualisation pour les personnes actives	5,40%	5,00%
Taux d'actualisation pour les rentiers	5,00%	3,50%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement attendu (à partir du 1 ^{er} décembre 2009)	na	3,00%

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique « frais du personnel » au compte de résultat :

Composants	31/12/2008	31/12/2009
Coût des services rendus	3.488.182	3.490.250
Coût financier	12.054.951	12.609.818
Rendement attendu	0	-689.405
Contribution du personnel	-9.403.025	0
Total	6.140.108	15.410.663

Le fonds de pension enregistré au passif du bilan de la BCEE fut externalisé en date du 1^{er} décembre 2009 vers le compartiment « CLP-BCEE » de l'« ASSEP CLP ». De ce fait, un rendement attendu de 3% sur les engagements externalisés fut pris en compte, sur base d'un jugement de la Direction, pour le mois de décembre 2009. Suivant IAS 19, la compensation entre les actifs du plan et les engagements au passif n'est pas permise lorsque le fonds de pension se trouve au bilan de la Banque. L'externalisation explique dès lors qu'au 31 décembre 2008, le montant des engagements de pension était repris pour le montant total brut de 244.713.006 EUR, alors qu'au 31 décembre 2009, le solde de 8.015.939 EUR représente l'engagement net résiduel de la Banque envers le fonds de pension externalisé suivant IAS 19.

La contribution du personnel, sous forme de retenue pour pension de 8%, sert à financer la pension de base. Dès lors, elle n'alimente plus le fonds de pension externalisé en 2009 mais vient en diminution des charges sociales à payer par la BCEE.

Engagements de pension:

	2008	2009
Situation au 1^{er} janvier des engagements	235.999.135	244.713.006
Coût des services rendus	3.488.182	3.490.250
Coût financier	12.054.951	12.609.818
Prestations payées	-8.767.867	-9.086.998
Ecart actuariel	1.938.605	44.327.706
Situation au 31 décembre des engagements	244.713.006	296.053.782

Actifs du plan de pension:

	2009
Situation au 1^{er} décembre	288.296.408
Païement de pensions	-302.895
Contribution 2009	0
Rendement attendu	689.405
Ecart actuariel	-645.076
Situation au 31 décembre	288.037.842

Il est à noter, en ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires au niveau des engagements de pension, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui paye directement les rentes à ces agents fonctionnaires. Ainsi, les « prestations payées » de 9.086.998 EUR comprennent les remboursements effectués à l'Etat concernant les rentes de 2008. En ce qui concerne les actifs du plan de pension, l'évolution ne porte que sur 1 mois puisque le fonds n'a été externalisé qu'au 1^{er} décembre 2009. Les paiements de pension représentent les paiements des agents pour le mois de décembre.

Engagements nets de pension au 31 décembre 2009 :

Engagements de pension	296.053.782
Juste valeur des actifs du plan	-288.037.842
Engagements non financés au 31.12.2009	8.015.940

4.19 Provisions

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2008	31/12/2009
Situation au 1^{er} janvier	414.093.065	346.596.615
Dotations	21.164.378	77.701.733
Reprises	-60.205.612	-348.420
Utilisation	-28.455.216	-39.818.204
Situation au 31 décembre	346.596.615	384.131.724

Le poste « Provisions » renseigne les provisions prudentielles admises sous le référentiel « Lux-Gaap ». Parmi les provisions prudentielles, nous comptons d'abord la provision AGDL dont le stock s'élève à 209.900.967 EUR au 31.12.2009 (174.447.649 EUR au 31.12.2008). L'AGDL a pour but exclusif de constituer un système de garantie mutuelle afin de dédommager les déposants de banques de droit luxembourgeois dans le cas d'un sinistre. La Banque a doté la provision AGDL d'un montant de 40.145.939 EUR au titre de l'exercice 2009, soit le montant maximum fiscalement déductible après le passage du montant maximum des dépôts en argent garantis de 20.000 EUR à 100.000 EUR, après avoir contribué en 2009 au dédommagement pour un montant de 39.818.204 EUR (26.748.015 EUR en 2008) en faveur de déposants d'une banque islandaise. Au courant de l'exercice 2009, une créance à hauteur du montant recouvrable estimé à 35.125.584 EUR a été enregistrée sur l'AGDL. L'estimation prudente du montant de cette créance s'est faite entre autres sur base des derniers taux de recouvrement que la Banque a pu obtenir. Parallèlement, la provision a été restockée via la rubrique « autres charges d'exploitation » au compte de résultat pour le même montant. Au courant de l'exercice 2009, un montant total de 21.651.027 EUR fut remboursé sur cette même créance.

Une autre provision à caractère prudentiel est la provision forfaitaire, dont le but est de constituer au fil du temps, et ce de façon anticyclique, des réserves afin de couvrir des risques de crédit imprévisibles (« unexpected losses »). Au titre de l'exercice 2009, la Banque n'a pas acté de reprise ni de dotation de provision, alors qu'en 2008 elle avait acté une reprise de la provision de 59.701.707 EUR.

A côté des provisions forfaitaires et AGDL, la Banque renseigne un montant de 32.032.928 EUR à la fin de l'exercice 2009, contre 31.732.029 EUR un an plus tôt, au titre des postes spéciaux avec une quote-part de réserves en application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur les revenus (LIR).

4.20 Autres passifs

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009
Valeurs à payer à court terme (1)	270.525.728	38.953.892
Créanciers privilégiés ou garantis	39.526.590	29.153.431
Total	310.052.318	68.107.323

(1) Les valeurs à payer à court terme contiennent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

Au cours de l'exercice 2009, la Banque a modifié son approche de traitement comptable des opérations titres pour le compte de ses clients, en présentant en net au bilan son exposition résultant des écarts de dates valeur. Ce changement de politique comptable explique en grande partie la variation importante de cette rubrique, tout en restant neutre pour le compte de résultat de la Banque. Suite à une analyse coûts/bénéfices, la Banque a estimé qu'il était inopportun de retraiter les chiffres 2008.

4.21 Transactions avec les parties liées

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence, les entités étatiques et les principaux dirigeants de la Banque.

4.21.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	31/12/2008	31/12/2009
Dépôts des filiales auprès de la Banque	46.536.541	54.482.713
Intérêts sur dépôts	1.965.913	491.669

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.

4.21.2 Entités étatiques

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'Etat luxembourgeois exerce un contrôle sur la Banque qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, la Banque publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'Etat ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2009
ACTIFS (principalement prêts évalués au coût amorti)	2.477.825.179

en euros	31/12/2009
PASSIFS (dépôts évalués au coût amorti)	2.311.542.840

4.21.3 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2008	31/12/2009
Organe d'administration (9 administrateurs)	122.450	113.900
Organe de direction (5 directeurs)	821.998	890.414
Total	944.448	1.004.314

4.21.4 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31/12/2008	31/12/2009
Organe d'administration (9 administrateurs)	912.662	1.040.026
Organe de direction (5 directeurs)	679.597	931.672
Total	1.592.259	1.971.698

4.22 Honoraires du réviseur d'entreprises

	2008	2009
Contrôle légal des comptes annuels	470.000	470.000
Autres services d'assurance	38.550	55.000
Services fiscaux	30.000	22.121
Autres	163.745	72.860
Total	702.295	619.981

4.23 Eléments de hors bilan**Nature des garanties émises**

	31/12/2008	31/12/2009
Garanties d'achèvement	229.460.612	193.725.669
Lettres de crédit	104.476.583	69.583.684
Contre-garanties	272.424.069	260.716.581
Crédits documentaires	26.958.621	22.851.113
Autres	78.143.624	61.053.942
Total	711.463.509	607.930.989

Engagements

	31/12/2008	31/12/2009
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	6.599.507	4.934.507
Crédits confirmés non utilisés	3.121.915.096	3.126.409.571
Autres	7.247.274	5.217.145
Total	3.135.761.877	3.136.561.223

Gestion d'actifs de tiers

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT

(en euros)

5.1 Résultat d'intérêts

Intérêts perçus et produits assimilés	2008	2009
Avoirs à vue	17.579.400	7.175.685
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	69.417.911	21.529.369
Actifs financiers disponibles à la vente	643.076.722	350.705.865
Créances évaluées au coût amorti - instruments de dettes	138.551.454	37.474.597
Créances évaluées au coût amorti - prêts et créances	776.157.668	482.153.381
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	48.802.020	61.555.236
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	2.015.964.910	921.125.754
Autres actifs	1.027.357	1.315.433
Total	3.710.577.442	1.883.035.320
Intérêts payés et charges assimilées	2008	2009
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-107.534.826	-29.385.993
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-953.039.190	-310.804.907
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-160.376.773	-6.992.281
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnées	-18.789.521	-12.052.875
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-2.064.925.582	-1.102.331.346
Autres passifs	-1.958.414	-818.236
Total	-3.306.624.306	-1.462.385.638
Résultat d'intérêts	403.953.136	420.649.682
Total des intérêts perçus et produits assimilés sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	3.641.159.531	1.861.505.952
Total des intérêts payés et charges assimilées sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	-3.199.089.480	-1.432.999.645

5.2 Revenus de valeurs mobilières

	2008	2009
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	45.412	7.042
Actifs financiers disponibles à la vente	25.100.471	28.983.085
Mises en équivalence	9.788.061	12.303.959
Filiales	18.806.841	8.990.339
Revenus de valeurs mobilières	53.740.785	50.284.425

5.3 Commissions

Rubriques	2008	2009
Activités de crédit	22.724.732	26.419.485
Fonction de gestion	18.510.348	17.024.478
Activités liées au fonds d'investissement	8.266.443	7.083.435
Comptes à vue et activités annexes	13.973.550	15.440.118
Autres	6.378.864	6.281.308
Commissions perçues et payées	69.853.937	72.248.824

Les commissions relatives à l'exercice 2008 ont été retraitées afin de livrer plus de détails et de réduire ainsi la catégorie « Autres ».

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2008	2009
Instruments financiers disponibles à la vente	-3.324.503	-2.494.759
Prêts et avances évalués au coût amorti	185.897	249.942
Instruments financiers détenus jusqu'à échéance	6.959	136.533
Passifs financiers évalués au coût amorti	-57.908	0
Total	-3.189.555	-2.108.284

5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction

Rubriques	2008	2009
Instruments de capital et instruments dérivés associés	509.780	1.548.513
Instruments de change et instruments dérivés associés	1.591.670	-904.346
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	7.082.670	4.333.418
Dérivés de crédit	-20.669.551	14.437.852
Matières premières et instruments dérivés associés	499.347	939.294
Total	-10.986.084	20.354.731

L'amélioration du résultat sur instruments financiers est essentiellement due au rétrécissement des « spreads » de crédit sur les « credit default swaps ».

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

	2008	2009
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	6.997.724	-7.844.866
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	-2.754.785	3.376.989
Crédits couverts par des instruments dérivés	3.875.095	-1.965.997
Dépôts couverts par des instruments dérivés	-572.139	432.699
Total	7.545.895	-6.001.175
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	222.955.024	59.925.386
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-215.409.129	-65.926.561
Total	7.545.895	-6.001.175

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

5.7 Autres résultats nets d'exploitation

	2008	2009
Autres produits d'exploitation	6.887.874	40.564.148
Autres charges d'exploitation	-2.437.166	-38.000.610
Autres résultats nets d'exploitation	4.450.708	2.563.538

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

A titre exceptionnel et en relation avec le restockage de la provision AGDL, un montant de 35.125.584 EUR a été passé par le biais de ces comptes. Nous renvoyons à ce titre aux explications reprises à la note 4.19.

5.8 Frais de personnel

Rubriques	2008	2009
Rémunérations	131.142.744	135.813.382
Charges sociales	6.534.996	6.762.580
Pensions et dépenses similaires	19.275.658	10.823.512 (*)
Dotation au fonds de pension	6.140.108	15.410.663 (*)
Autres frais de personnel	3.215.902	3.135.870
Total	166.309.408	171.946.007

(*) Nous renvoyons à ce titre aux explications reprises à la note 4.18.

5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2008	2009
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	16.194.022	16.556.775
Loyers et maintenance des applications informatiques	12.633.582	13.156.779
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	18.326.855	17.987.358
Autres	14.040.681	14.095.183
Total	61.195.141	61.796.095

5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles**- Amortissements**

Rubriques	2008	2009
Amortissements - constructions	5.289.521	4.667.796
Amortissements - matériel et mobilier	11.165.975	10.771.111
Amortissements sur immobilisations corporelles	16.455.496	15.438.907

- Dépréciations

En 2008 et en 2009, la Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles**- Amortissements**

Rubriques	2008	2009
Amortissements	7.843.189	9.898.788
Amortissements sur immobilisations incorporelles	7.843.189	9.898.788

- Dépréciations

En 2008 et 2009, la Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement

- Amortissements

Rubriques	2008	2009
Amortissements	496.531	497.478
Amortissements sur immobilisations corporelles - placement	496.531	497.478

- Dépréciations

En 2008 et 2009, la Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

5.13 Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs

- Dépréciations sur base collective

	2008			2009		
Dépréciation sur base collective	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-156.876	618.914	462.038	-1.714.511	221.626	-1.492.884
	-156.876	618.914	462.038	-1.714.511	221.626	-1.492.884

- Dépréciations sur base individuelle

	2008			2009		
Dépréciation sur base individuelle	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-121.113.076	17.047.252	-104.065.824	-44.951.502	6.492.878	-38.458.624
Prêts et créances	-62.508.408	19.306.447	-43.201.961	-61.778.134	40.513.095	-21.265.039
	-183.621.484	36.353.699	-147.267.785	-106.729.636	47.005.973	-59.723.663

	2009
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	1.939.192
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	4.452.760
Total	6.391.952

- **Dotation/reprise à la provision forfaitaire**

	2008	2009
Dotation à la provision forfaitaire	-	-
Reprise de provision forfaitaire	59.701.707	-
Dotation / Reprise nette	59.701.707	0

5.14 Dotations aux provisions

	2008	2009
Dotation à la provision AGDL	-19.643.479	-40.145.938
Dotation aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves	-1.016.994	-2.081.791
Dotations nettes	-20.660.473	-42.227.729

Nous renvoyons à ce titre aux explications reprises à la note 4.19.

5.15 Charge d'impôt

	2008	2009
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	24.998.074	24.694.876
Impôt différé	414.204	7.227.325
Impôt sur le résultat de l'exercice	25.412.278	31.922.201

Les impôts différés au compte de résultat peuvent montrer des variations importantes, car ils dépendent principalement de la variation du résultat d'évaluation sur instruments dérivés et du résultat de couverture. Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 28,59% au 31 décembre 2009 et de 29,63% au 31 décembre 2008. Le taux d'imposition effectif de la Banque était de 19,03%, respectivement de 17,30% vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2008	2009
Résultat net avant impôts	172.325.369	199.657.615
Taux de taxation	29,63%	28,59%
Impôt théorique au taux normal	51.060.007	57.082.112
Impact fiscal des dépenses non déductibles	133.161	655.674
Impact fiscal des revenus non imposables	-20.545.142	-16.009.451
Bonifications d'impôts et abattements	-3.471.597	-4.865.454
Reprise d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-	-3.982.639
Autres	-1.764.151	-958.041
Impôt sur le résultat de l'exercice	25.412.278	31.922.201

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

6.1.1 Organisation du « Risk Management »

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels le risque de crédit et le risque de marché, ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque, la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Analyse des risques » (Risk Management).

6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la Banque, à travers le Comité de direction, fixe les objectifs de l'activité des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives, les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Responsabilité du département « Risk Management »

Le département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques ;
- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction ;
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, trading) dans lesquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.
- Risk Control : le service « Risk Control » est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés par la salle, de même que la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites imposées aux activités de la salle, ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service « Risk Control » rapporte directement au Comité de direction.

6.1.4 Compliance

Le risque de « compliance », aussi appelé risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de « compliance » est pris en charge par le service « Compliance », qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments au service « Audit interne »,
- le suivi des réclamations de clients.

6.1.5 Audit Interne

La fonction « Risk Management » fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service « Audit Interne ». Lors de ces missions, l'« Audit Interne » contrôle à la fois l'adéquation et l'application des procédures par le « Risk Management ».

6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites**a. Risque de marché**

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par la Banque, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value (BPV) » pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le « Risk Control ».
- la « Value-at-risk (VaR) », pour le trading book et pour le banking book, afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisés par le service « Risk Control ». La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues ;
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
 - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

b. Risque de crédit

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département « Risk Management ». Cette supervision se base à la fois sur le suivi des ratings internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le « Risk Management » sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par

ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du « Risk Management » à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

c. Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés

La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») comprenant des annexes CSA (« Credit Support Annex ») en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2009, environ 90 % du volume des opérations sur instruments dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

d. Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque aussi bien un refinancement auprès de la Banque centrale européenne que dans le marché du repo bilatéral et tripartite. Finalement, l'extension des critères de qualité du collatéral acceptée par la Banque centrale européenne a élargi les possibilités de refinancement auprès de celle-ci.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics, autres titres à revenu fixe et prêts étatiques. A cet effet, la Banque conserve en

permanence un portefeuille d'un minimum de 4.000 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur. La titrisation peut être vue comme une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet de sortir des éléments de l'actif et permet ainsi à une banque de se procurer des fonds.

La Banque n'a pas participé en tant qu'initiateur ou sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu que la Banque y participe à l'avenir.

6.2 Exposition aux risques de crédit

6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service « Analyse et Suivi Risque (ASR) ».

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Au cours de l'exercice 2009, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à

revenu fixe » où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La limite des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la BCEE s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Il est

possible d'évaluer le risque de concentration non seulement d'un point de vue des engagements, mais également d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce cas, le risque de concentration pourrait être analysé dans le contexte du risque de liquidité par exemple.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financement.

De manière générale, les engagements sont pour la très grande partie concentrés sur des ratings de haut niveau (AAA, AA et A) de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

Exposition maximum au risque de crédit	31/12/2008	31/12/2009
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.194.150	618.593.103
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	10.112.612.285	7.646.662.526
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	12.141.556.621	13.618.971.120
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	213.600.989	130.467.087
Instruments dérivés de couverture	141.802.858	103.103.272
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	11.806.819.966	11.283.043.418
Titres détenus jusqu'à échéance	1.337.266.570	2.845.872.095
Exposition des engagements de bilan	36.108.853.439	36.246.712.621
Garanties d'achèvement	229.460.612	193.725.669
Lettres de crédit	104.476.583	69.583.684
Contre-garanties	272.424.069	260.716.581
Crédits documentaires	26.958.621	22.851.113
Autres	78.143.624	61.053.942
Crédits confirmés non utilisés	3.121.915.096	3.126.409.571
Exposition des engagements de hors bilan	3.833.378.605	3.734.340.560
Total exposition	39.942.232.044	39.981.053.181

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2008	2009
Hypothèques	6.014.126.703	6.491.816.505
Opération de prise en pension	7.725.871.886	4.128.515.375
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	86.748.475	317.869.954

- les garanties personnelles

Les garanties personnelles s'élèvent à 1.179.748.654 EUR fin 2009 contre 1.249.156.080 EUR un an plus tôt .

- les contrats « ISDA – CSA ».

6.2.3 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

La Banque détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2009 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).

Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

Zone géographique au 31.12.2009 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.586	-	7	-	-	-	618.593
Prêts et avances au coût amorti	20.884.915	84.132	85.261	176.574	-	34.751	21.265.634
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	230.026	4	3.480	32	28	0	233.570
Titres disponibles à la vente	9.839.092	244.212	1.349.187	486.246	108.306	199.752	12.226.795
Titres détenus jusqu'à échéance	2.643.765	22.940	66.222	80.518	32.427	-	2.845.872
Autres	441.008	-	0	-	-	-	441.008
Total	34.657.392	351.288	1.504.157	743.370	140.762	234.503	37.631.473

Zone géographique au 31.12.2008 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.194	-	-	-	-	-	355.194
Prêts et avances au coût amorti	21.921.903	130.641	112.175	58.810	-	30.640	22.254.169
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	352.459	-	2.945	-	-	-	355.404
Titres disponibles à la vente	10.059.743	285.554	1.457.615	450.410	92.743	359.505	12.705.570
Titres détenus jusqu'à échéance	1.336.752	-	-	-	515	-	1.337.267
Autres	536.774	76	1.129	105	-	53	538.137
Total	34.562.825	416.271	1.573.864	509.325	93.257	390.198	37.545.740

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

	2008			2009		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Caisse et avoirs auprès des banques centrales						
Souverains						
High grade	355.194.150	-	-	618.593.103	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques	355.194.150			618.593.103		
Prêts et avances au coût amorti						
Banques						
High grade	9.409.384.326	79,98%	-	5.543.853.886	46,26%	-
Standard grade	748.703.176	26,71%	-	2.076.196.477	78,04%	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	14.107.410	-	74,43%	10.230.588	-	48,97%
not rated	9.225	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	898.024.568	1,18%	-	1.806.944.874	0,11%	-
Standard grade	476.776.069	5,43%	-	1.334.812.389	2,28%	-
Sub-standard grade	230.100.105	24,19%	-	437.147.786	14,54%	-
Past due but not impaired	-	-	-	17.488.725	32,88%	-
Impaired	149.114.298	25,95%	31,32%	112.085.012	32,88%	48,41%
not rated	419.247.536	4,28%	-	340.963.982	1,25%	-
Souverains						
High grade	2.456.577.960	13,62%	-	1.852.424.012	17,95%	-
Standard grade	-	-	-	10.107.819	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Retail						
High grade	3.242.881.443	75,27%	-	3.751.019.541	87,74%	-
Standard grade	2.974.627.042	76,89%	-	3.237.733.736	81,57%	-
Sub-standard grade	959.762.290	77,26%	-	599.487.295	83,63%	-
Past due but not impaired	14.049.337	77,26%	-	11.038.709	83,63%	-
Impaired	257.441.528	52,82%	4,09%	116.683.077	87,74%	18,63%
not rated	-	-	-	-	-	-
Autres						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	3.362.593	-	-	7.415.740	-	-
Total Rubriques	22.254.168.906	-	-	21.265.633.646	-	-

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

	2008			2009		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Instruments financiers detenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture						
Banques						
High grade	252.135.742	4,95%	-	190.434.965	12,80%	-
Standard grade	93.437.210	4,51%	-	33.415.785	33,82%	-
Sub-standard grade	1.971.378	-	-	3.182.466	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	7.859.517	-	-	6.537.144	-	-
Total Rubriques	355.403.847	-	-	233.570.360	-	-
Titres disponibles à la vente						
Banques						
High grade	5.330.613.260	-	-	3.755.247.549	-	-
Standard grade	1.663.364.537	-	-	1.495.531.582	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	76.440.193	-	84,70%	54.718.128	-	89,52%
not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	486.355.620	-	-	1.210.022.671	-	-
Standard grade	607.112.795	-	-	1.015.340.402	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	42.878.327	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	4.508.566	-	100%
not rated	62.502	-	-	-	-	-
Souverains						
High grade	2.381.878.869	-	-	2.665.407.410	-	-
Standard grade	273.890.585	-	-	231.928.126	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	4.412.314	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Titrisation						
High grade	100.476.722	-	-	82.616.467	-	-
Standard grade	616.985.728	-	-	708.921.466	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	35637407	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	80.720.804	-	54,91%	88.687.288	-	81,55%
not rated	1.086.182.471	-	-	829.683.118	-	-

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

	2008			2009		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
suite Titres disponibles à la vente						
Retail						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Autres						
High grade	1.485.992	-	-	1.254.185	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques	12.705.570.078	-		12.226.795.006	-	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2009

	2008			2009		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Titres détenus jusqu'à échéance						
Banques						
High grade	498.580.403	-	-	1.306.347.823	-	-
Standard grade	268.171.765	-	-	615.010.190	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	-	-	-	244.698.724	-	-
Standard grade	-	-	-	32.190.495	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	69.985.076	-	-	25.430.159	-	-
Souverains						
High grade	500.529.326	-	-	622.194.703	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques	1.337.266.570			2.845.872.095		
Actifs non financiers (*)	538.136.738	-	-	441.008.155	-	-
Total Rubriques	538.136.738	-	-	441.008.155	-	-
Total	37.545.740.289	-	-	37.631.472.366	-	-

(*) La rubrique « Actifs non financiers » contient les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles », « Impôts courants », « Impôts différés » et « Autres actifs ».

La Banque renseigne sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti », clientèles « Retail » et « Corporates » à la ligne « Past due but not impaired », les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique « Titres disponibles à la vente », la Banque ne connaît pas de catégorie « Past due but not impaired » mais utilise les « indications objectives de dépréciation » pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

L'indication du « taux de dépréciation » donne le pourcentage moyen de l'encours qui est jugé comme étant irrécouvrable.

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻
Sub-Standard grade	: de BB ⁺ à BB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating B⁺.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating BB⁺.

6.3 Risque de marché

6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.3.2 Objectifs et gestion des risques

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de transaction (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par le service « Risk Control » en tant qu'unité indépendante de la salle des marchés.

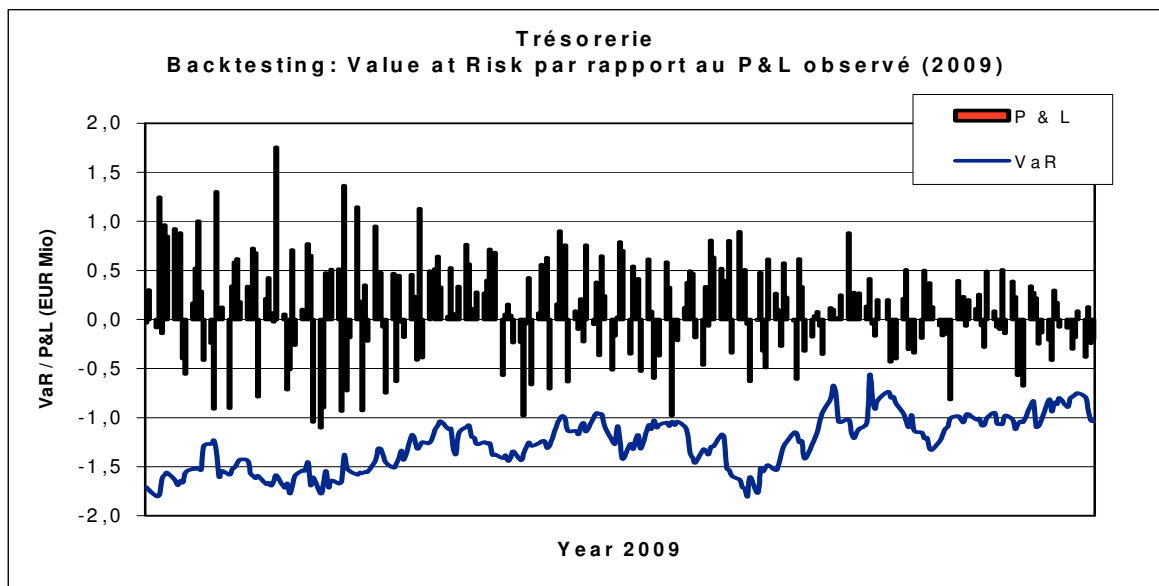
Au cours de l'année 2009, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2009 à un total de 259 observations (261 observations en 2008).

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière « ex-post » dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2009. En moyenne, la VaR était de 1,26 millions d'euros (1,48 millions d'euros en 2008). Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 101.000 euros en moyenne au courant de 2009 (131.000 euros en 2008).

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2009, nous n'avons observé aucun dépassement de la VaR pour la Trésorerie contre 3 dépassements observés pour l'exercice 2008.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes annuels.

Rubriques au 31/12/2009	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.103	618.593.103	-
Prêts et avances au coût amorti - Établissements de crédit	7.646.662.526	7.646.662.526	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971.120	14.617.671.963	998.700.843
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	130.467.087	130.467.087	-
Instruments dérivés de couverture	103.103.272	103.103.272	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043.418	11.283.043.418	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	712.152.526	712.152.526	-
Titres détenus jusqu'à l'échéance	2.845.872.095	2.900.004.999	54.132.904
TOTAL	36.958.865.147	38.011.698.894	1.052.833.747
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	4.806.613.760	4.806.613.760	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.561.697.492	21.590.430.866	28.733.374
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	81.905.268	81.905.268	-
Instruments dérivés de couverture	463.219.908	463.219.908	-
Émission de titres	7.714.426.298	7.714.426.298	-
TOTAL	34.627.862.726	34.656.596.100	28.733.374
Rubriques au 31/12/2008	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.194.150	355.194.150	-
Prêts et avances au coût amorti - Établissements de crédit	10.112.612.285	10.112.612.285	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	12.141.556.621	12.522.452.053	380.895.432
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	213.600.989	213.600.989	-
Instruments dérivés de couverture	141.802.858	141.802.858	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	11.806.819.966	11.806.819.966	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	652.580.293	652.580.293	-
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.337.266.570	1.333.601.916	-3.664.654
TOTAL	36.761.433.732	37.138.664.510	377.230.778
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	3.805.523.752	3.805.523.752	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.320.226.120	24.310.281.494	9.944.626
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	329.148.392	329.148.392	-
Instruments dérivés de couverture	316.147.029	316.147.029	-
Émission de titres	5.671.111.996	5.671.111.996	-
TOTAL	34.442.157.289	34.432.212.663	9.944.626

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes annuels est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une valeur proche de la valeur comptable :

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente de la BCEE et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible durée résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de « repo », prêts sécurisés et crédits d'équipement.

Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la valeur est différente de la valeur comptable :

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à leur échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, la Banque distingue entre instrument cotant sur un marché et instrument de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille « Held to maturity », il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, la Banque calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

Hierarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

La Banque utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;
- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque (p.ex. une estimation de l'échéancier de remboursement d'un MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau contient des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers (comme un prix) ou indirectement observables (déduites de prix observables, p.ex. la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action). Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux « EURIBOR » ou les « spreads » de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Il peut s'agir de certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette, dont la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, la Banque a passé en revue l'ensemble de ses instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables (directement ou indirectement) sur les marchés.

Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de « credit spreads » déterminées à partir des prix des contrats CDS ;
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap ;
- cours de change des devises ;
- indices boursiers ;
- « credit spreads » des différentes contreparties.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2009	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	3.932.836	788.494	-	4.721.330
- Instruments de capitaux propres	258.735	-	-	258.735
- Instruments dérivés	-	125.487.023	-	125.487.023
Actifs financiers disponible à la vente				
- Instruments de dettes	7.219.449.982	3.566.708.728	496.884.708	11.283.043.418
- Instruments de capitaux propres	549.981.648	134.714.885	259.055.054	943.751.587
Instruments dérivés de couverture	1.470.939	100.551.653	1.080.680	103.103.272
TOTAL	7.775.094.140	3.928.250.784	757.020.443	12.460.365.366
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	293.806	-	-	293.806
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	81.611.463	-	81.611.463
Émission de titres	-	1.785.642.808	185.299.120	1.970.941.928
Instruments dérivés de couverture	254.935.972	208.032.343	251.593	463.219.908
TOTAL	255.229.778	2.075.286.614	185.550.713	2.516.067.105

Les transferts les plus importants dans le tableau ci-dessus s'expliquent en grande partie par la reprise des marchés financiers au courant de l'année 2009. En effet, bon nombre d'instruments de dettes se retrouvaient fin 2008 dans le niveau 2, voire même 3, ceci suite à l'impossibilité de trouver un marché actif pour déterminer leur juste valeur. La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour le niveau 2 et des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour le niveau 3. Les transferts les plus importants ont eu lieu pour les instruments de dettes du type « Asset backed securities (ABS) » et « Mortaged backed securities (MBS) » du niveau 3 vers le niveau 2 et du niveau 3 vers le niveau 1.

Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Émission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2009	1.035.967.635	265.199.705	13.011	1.301.180.351	205.925.720	862.747	206.788.467
Total gains / pertes	9.014.913	-3.268.304	1.067.670	6.814.279	851.244	-611.154	240.090
- Compte de résultat	36.139.066	-1.882.232	1.067.670	35.324.504	851.244	-611.154	240.090
- Réserve de réévaluation	-27.124.153	-1.386.072		-28.510.225			
Achats	5.112.394	6.254.151	-	11.366.545	-	-	-
Emissions					66.075.172	-	66.075.172
Remboursements/ventes	-98.263.746	-9.130.498	-	-107.394.244	-73.053.016	-	-73.053.016
Transferts de ou vers le niveau 3	-454.946.488	-	-	-454.946.488	-14.500.000	-	-14.500.000
Total au 31 décembre 2009	496.884.708	259.055.054	1.080.681	757.020.443	185.299.120	251.593	207.028.557
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2009	-	1.882.232	1.080.681	2.962.913	-824.251	-251.593	-1.075.844

Les turbulences sur les marchés financiers en 2008 et en 2009 ont montré une bonne résistance de la Banque aux fluctuations de la juste valeur des instruments financiers. La Banque effectue des « stress tests » pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés dans le niveau 3. Les « stress tests » font l'objet d'un reporting mensuel à la direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés dans le niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y renseignés, qui, cependant, ne représentent que 6,3% du volume total des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur. Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs et passifs financiers et considérant qu'il est illogique de faire varier les hypothèses de manière linéaire pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments du niveau 3.

6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2009	USD	GBP	Autres	Total
Position nette au bilan	2.224.209	-4.076.682	-31.481	-1.883.955

Au 31/12/2008	USD		Autres	Total
Position nette au bilan	24.717.708		5.205.698	29.923.406

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.4 Risque de liquidité

6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles)

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Emissions de titres	4.991.794.607	635.716.443	5.627.511.050	1.529.170.454	748.577.512	2.277.747.966	7.905.259.016
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.405.995.442	401.761.202	4.807.756.645	2.168	1.096.927	1.099.096	4.808.855.740
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	20.059.604.491	1.241.029.882	21.300.634.373	222.524.881	42.600.247	265.125.128	21.565.759.501
Total	29.457.394.541	2.278.507.527	31.735.902.068	1.751.697.503	792.274.686	2.543.972.189	34.279.874.257

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2008
Emissions de titres	2.710.669.177	730.296.046	3.440.965.223	1.065.991.787	1.164.154.986	2.230.146.773	5.671.111.996
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.540.576.697	264.947.055	3.805.523.752				3.805.523.752
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.716.369.045	2.397.183.180	24.113.552.225	182.881.024	23.792.871	206.673.895	24.320.226.120
Total	27.967.614.919	3.392.426.281	31.360.041.200	1.248.872.811	1.187.947.857	2.436.820.668	33.796.861.868

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances "attendues" déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.762.425.655	3.206.296.523	12.968.722.178	7.450.637.293	1.095.924.230	8.546.561.523	21.515.283.701

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2008
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	17.654.494.024	2.962.443.146	20.616.937.170	3.194.666.368	508.622.582	3.703.288.950	24.320.226.120

6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR au cours du 31 décembre 2009.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2009
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	8.154.128.076	585.459.860	54.893.270		8.794.481.206
Sorties	-8.124.943.532	-575.793.440	-55.579.148		-8.756.316.120
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	37.322.815	75.109.388	176.931.819	254.046.827	543.410.850
Sorties	-40.627.147	-83.304.381	-186.646.075	-228.417.381	-538.994.985
Total des entrées	8.191.450.891	660.569.248	231.825.089	254.046.827	9.337.892.055
Total des sorties	-8.165.570.679	-659.097.821	-242.225.223	-228.417.381	-9.295.311.104

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2008
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	6.128.329.405	271.615.522			6.399.944.927
Sorties	-6.272.280.654	-267.487.768			-6.539.768.422
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	14.951.837	37.178.846	238.526.108	518.913.319	809.570.110
Sorties	-14.085.231	-41.005.539	-234.454.037	-442.775.206	-732.320.013
Total des entrées	6.143.281.242	308.794.368	238.526.108	518.913.319	7.209.515.037
Total des sorties	-9.497.084.420	-308.493.307	-234.454.037	-442.775.206	-7.272.088.435

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2009
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
IRS	10.028.638	13.643.723	41.284.672	15.062.358	80.019.391
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
IRS	96.382.155	160.945.129	791.086.981	416.617.747	1.465.032.012
Total des sorties	106.410.793	174.588.852	832.371.653	431.680.105	1.545.051.403

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2008
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
IRS	73.577.315	206.989.008	45.124.017	10.926.685	336.617.025
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
IRS	106.765.421	148.961.345	672.745.094	440.222.790	1.368.694.650
Total des sorties	180.342.736	355.950.353	717.869.111	451.149.475	1.705.311.675

6.5 Le capital économique

La Banque s'est engagée dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire CSSF 07/301 ICAAP « Internal Capital Adequacy Assessment Process » prévoit la mise en place d' "un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés".

Ce document précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposée la Banque, que ce soient ceux repris par le Pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le Pilier 1.

La politique des fonds propres de la Banque se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : « contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise ». En conséquence, la BCEE a pour objectif de garder un levier modéré qui se concrétise par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

6.5.1 Politique des fonds propres

6.5.1.1 Détermination des fonds propres

La Banque a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer suffisamment de profit pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique de la BCEE, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par la Banque pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont la banque peut disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.

6.5.1.2 Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, la Banque adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I)
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio cible Tier 1 élevé
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne de la Banque et les prévisions de résultats de la banque.

- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité (maximum risque économique, risque réglementaire)
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques.
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques de la Banque.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le nouveau rapport ICAAP a été présenté au Conseil d'administration de la Banque qui a validé les orientations prises par la Banque en matière d'ICAAP. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

La situation présentée ci-dessous correspond au 31/12/2009 :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
VICE-PRESIDENT	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
	M. Nico RAMPONI	Représentant du personnel
	Mme Betty SANDT	Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller économique à la Chambre des Salariés

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint

M. Gilbert ERNST

Directeur

M. Guy ROSSELJONG

Directeur

Mme Françoise THOMA

Directeur

REVISEUR D'ENTREPRISES PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 17 mars 2010.

Luxembourg, le 17 mars 2010

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod
Président